

Texte d'une communication
Colloque international : Environnement et modes de vie, Villes et territoires au quotidien

*Gaëtan Brisepierre, doctorant en sociologie sous la direction de Dominique Desjeux
CERLIS, Université Paris Descartes
Direction de la Recherche et de l'Innovation, GDF SUEZ
gbrisepierre@gmail.com
06.17.81.37.37*

Les dimensions sociologiques du développement des énergies renouvelables dans l'habitat.

Une demande sociale
La décision d'équipement en énergies renouvelables
Un choix écologique ?
Un choix qui renvoi à des modes de consommation diversifiés
Vers une redéfinition du confort domestique

Introduction

Cette communication porte sur les dimensions sociologiques du développement des énergies renouvelables dans le bâtiment.

Je vous présenterais dans un premier temps le contexte de mes recherches, c'est-à-dire la demande sociale qui en est à l'origine.

Ensuite la problématique adoptée et la méthodologie.

Enfin certains des résultats qui me paraissent intéressants pour comprendre l'évolution des modes de vie et de la consommation d'énergie. J'essayerai en particulier de vous montrer que le choix des énergies renouvelables n'est pas un simple choix écologique mais renvoi à des logiques d'action variées.

Une demande sociale

Le développement des énergies renouvelables fait désormais l'objet d'un consensus sociétal comme **une des réponses durables** aux triples enjeux soulevés par le problème énergétique :

- Environnemental de réchauffement climatique et de rareté des ressources fossiles
- Géopolitique de diversification du mix énergétique et d'indépendance énergétique
- Economique d'augmentation du prix des ressources fossiles générateur d'inégalités sociales

La diffusion des énergies renouvelables concerne aussi bien :

- Le transport avec les biocarburants
- La production d'énergie centralisée avec les parcs éoliens et les centrales utilisant la biomasse
- Le bâtiment à travers des technologies de production décentralisée que sont : le solaire thermique et photovoltaïque, le chauffage au bois, la géothermie et l'aérothermie

Dans le bâtiment, responsable de plus d'1/5 des émissions de CO₂ et de près de la moitié des consommations d'énergie au niveau national, le **rythme de développement actuel** des EnR semblent insuffisant pour espérer atteindre les objectifs fixés par les politiques publiques. Si les constructions neuves intègrent de plus en plus les normes de qualité environnementale, la situation du parc de bâtiments existants, qui reste l'enjeu majeur, s'avère beaucoup plus complexe.

Un certain nombre de freins se dressent sur la voie de la « **démocratisation** » des énergies renouvelables dans le bâtiment c'est-à-dire un développement à grand échelle qui permettrait d'atteindre les taux de diffusion requis par le Plan Climat.

Bien que le développement des énergies renouvelables fasse l'objet de politiques publiques relayées par l'ADEME au niveau national, et à un niveau local par les collectivités. C'est aussi l'affaire des entreprises et des consommateurs autrement dit **un problème de marché**, et en particulier ceux du bâtiment et de l'énergie.

Début 2006, au moment où j'ai commencé mes recherches, Gaz de France, acteur majeur du secteur de l'énergie mais aussi du bâtiment à travers des partenariats, était à la **recherche du meilleur positionnement stratégique** afin de développer une activité industrielle rentable avec les énergies renouvelables. Un questionnement qui s'inscrit pour l'énergéticien dans le cadre d'une transformation profonde de ses activités (étape la plus récente : fusion GDF SUEZ) passant d'un vendeur d'énergie gaz en situation de monopole à prestataire de service multi-énergétiques dans contexte concurrentiel.

J'ai réalisé un travail de recherche en sociologie au sein d'un **projet pluridisciplinaire**, impliquant principalement des ingénieurs et des économistes. Ces chercheurs se posaient les questions suivantes : Quels sont les obstacles qui empêchent les énergies renouvelables de passer du « marché de niche » au « marché de masse » ? Autrement dit comment passer au stade de « l'industrialisation » des énergies renouvelables dans le bâtiment ? Mon travail a consisté à **développer une approche sociologique** des énergies renouvelables dans l'habitat à travers deux études qualitatives qui ont permis au final d'aider au développement d'offre de services à destination des particuliers.

La décision d'équipement en énergies renouvelables

Le sens commun et les discours d'expert expliquent très souvent la lenteur de diffusion des énergies renouvelables par des **facteurs technico-économiques**. Les équipements seraient « trop cher », « pas rentable » ou « pas encore concurrentiel », les technologies ne seraient pas « matures » ou « pas suffisamment fiable ». Ce qui revient à considérer la décision d'installation comme relevant d'un acteur unique parfaitement informé, réalisant un arbitrage entre les différentes caractéristiques techniques et économiques des systèmes énergétiques.

Sans disqualifier cette manière de voir, une autre vision du problème consiste à pointer les profondes mutations que supposent l'adoption d'énergies renouvelables dans les pratiques et les représentations des acteurs concernés. Il s'agit alors de considérer la décision d'équipement d'un bâtiment en énergies renouvelables, non plus comme un arbitrage à un instant T, mais comme **un processus interactionnel et dynamique**, c'est-à-dire qui implique plusieurs acteurs et qui se déroule par étape. Cette problématique s'inspire des travaux de D. Desjeux (professeur d'anthropologie sociale à Paris – Descartes) qui développe dans son *Que Sais-Je ? Les Sciences Sociales* (PUF 2004), une approche de la décision respectueuse des échelles d'observation.

Le développement des énergies renouvelables dans le bâtiment relèvent de **deux types de décision d'équipement énergétique** qui se différencient à la fois par les acteurs concernés et par l'échelle à laquelle le phénomène doit-être observé :

(1^{er} cas) Dans le bâtiment collectif-tertiaire c'est-à-dire à la fois les immeubles et les bâtiments de services, la décision s'observe à l'**échelle méso-sociale**. Elle dépend du jeu des acteurs sociaux en interaction stratégique à l'intérieur d'un système d'action. En l'occurrence le système de la construction et de la rénovation de bâtiments plus que celui des énergéticiens ou de l'industrie des énergies renouvelables.

De tous les acteurs en présence : maître d'ouvrage privé ou public, équipe de maîtrise d'œuvre, entreprise du bâtiment, et industriels du chauffage... c'est **l'architecte qui est au cœur de la décision** à travers son rôle de prescripteur auprès du décideur final. Formé comme un artiste plus que comme un technicien, exerçant une pratique de généraliste, et sous le coup d'une très forte responsabilité juridique, les énergies renouvelables lui apparaissent comme des innovations risquées et bridant sa marge de manœuvre artistiques (contraintes techniques et budgétaire) qui reste actuellement le meilleur moyen de valoriser son travail. Sur ce marché le développement des énergies renouvelables suppose un changement de culture professionnelle et une réorganisation des acteurs du bâtiment.

(2^{ème} cas) Pour les maisons individuelles existantes, la décision d'installer des énergies renouvelables s'observe à l'**échelle micro-sociale**. Elle dépend du ménage propriétaire de sa maison dont les arbitrages sont conditionnés par les obstacles qui se présente à chaque étape du parcours d'installation. J'ai choisi de développer cette étude car c'est la plus révélatrice des implications d'un choix de consommation durable dans le mode de vie des ménages. En effet c'est l'unique situation où le consommateur peut véritablement exercer sa liberté de choix en matière d'équipement énergétique du bâtiment. Je traiterais donc des logiques d'action qui conduisent les individus à s'équiper en énergies renouvelables.

L'étude s'appuie sur une campagne de 25 entretiens approfondis menés en 2007 à travers toute la France au domicile de propriétaires de maison ayant installé des énergies

renouvelables. Elle montre que le choix des énergies renouvelables est une décision très impliquante à la fois sur le plan budgétaire car c'est un investissement à long terme mais aussi sur le plan affectif et symbolique car elle concerne la maison, totem de la famille. Ce choix de consommation peut alors être interprété comme un **analyseur des changements** en cours dans les modes de vie et notamment dans le rapport à l'énergie et à l'habitat.

Un choix écologique ?

Les entretiens montrent que le choix des énergies renouvelables s'intègre dans un système de pratiques préexistantes qui semblent indiquer une sensibilité « écologique ». En effet ce choix suppose **en amont la mise œuvre de pratiques** moins impliquantes comme le tri des déchets, la récupération des eaux de pluie et de cuisson, l'installation d'ampoule basse-consommation, des tactiques quotidiennes d'économies d'énergie et d'eau. Les énergies renouvelables marquant ainsi une étape supplémentaire du changement progressif dans le comportement de consommation des ménages.

Mais au niveau des représentations, si ces pratiques peuvent être interprétés comme le signe d'une sensibilité environnementale, il semble qu'elles renvoient davantage à **une éthique de la frugalité**, un rapport à la matière qui repose sur une morale du « moins c'est mieux ». En effet cette frugalité **se retrouve dans nombre de pratiques** de la vie quotidienne caractérisées par une névrose du gaspillage, un fétichisme des objets, une réticence à jeter, une préférence pour la récupération et l'autosubsistance, et une frilosité dans l'acte d'achat.

Ce refus de gâcher va au delà de la simple notion d'économie, la frugalité est **une valeur en soi**, ce n'est pas une stratégie. Par exemple ceci conduit les enquêtés à investir dans des cafetières plus onéreuse (Nespresso, Senseo...) sous prétexte qu'elles permettent de délivrer précisément la quantité de café qui sera consommé.

Cette valorisation de la frugalité s'appuie sur une attitude critique vis-à-vis de la société de consommation et comporte **une dimension morale très forte**. Une morale qui s'exprime par exemple quant les enquêtés comparent leur petites poubelles aux énormes poubelles du voisins. La décision d'installer des énergies renouvelables est vécue comme une décision moralement « bonne », par opposition aux énergies traditionnelles perçue comme moralement condamnable.

L'origine de cette morale du « moins c'est mieux » **varie en fonction des générations** :

- Pour les plus âgés souvent d'origine paysanne, elle repose sur l'idée que le confort moderne est une conquête récente des sociétés modernes. Ils gardent en eux le souvenir d'une époque où l'eau et l'énergie étaient des biens précieux dont il fallait user avec parcimonie.
- Pour les plus jeunes il s'agit d'une valeur héritée de la socialisation familiale mais réinterprétée à l'aune des considérations environnementales. Si les parents organisaient la chasse aux lumières pour faire des économies, les enfants devenus adultes continuent mais s'en servent comme un support d'éducation environnementale. Il y a donc continuité dans les pratiques mais pas dans les représentations.

Un choix qui renvoi à des modes de consommation diversifiés

Loin d'être seulement l'apanage des écologistes les plus radicaux (habitat bioclimatique...), le choix des énergies renouvelables relève de **motivations très hétérogènes**. Si la frugalité semble être une valeur partagée par tous, j'ai repéré trois logiques d'action qui inscrivent ce choix dans une cohérence avec des modes de vie et de consommation diversifiés.

Une **logique axiologique** de recherche de sens où les énergies renouvelables permettent de vivre en conformité avec ses valeurs. La frugalité ; mais également le réchauffement climatique comme réalité incontestable, associé à l'idée que le comportement individuel peut faire changer les choses, que chacun est un peu responsable du destin collectif. Le choix des énergies renouvelables est donc un choix politique, mais il est aussi associé à un imaginaire de la maison : postmoderne d'harmonisation de l'ancien et du moderne, thérapeutique où les EnR protègent la santé des habitants, et mystique qui se traduit dans les pratiques comme faire appel à un sourcier ou se protéger contre les nuisances électriques. Ce sont des consommateurs qui vont privilégier l'éco-construction, les matériaux sains et naturels, les modes de consommation alternatifs comme l'autoproduction alimentaire, les coopératives et magasins bio, les marchés locaux...

Une **logique identitaire** d'affirmation de son statut social. En installant des énergies renouvelables une partie de l'échantillon recherche plus ou moins consciemment un effet de distinction qui se comprend à travers l'explicitation du contexte local. Pour les néo-ruraux, c'est-à-dire des urbains qui sont venus s'installer à la campagne, les relations avec les ruraux autochtones ne sont pas toujours faciles. Les énergies renouvelables leur permettent de réaffirmer leur appartenance à la communauté des urbains par contraste avec l'incrédulité des autochtones dans ces technologies. Ou encore dans un lotissement périurbain majoritairement occupé par des locataires, un propriétaire qui cherche à se différencier en installant du solaire sur sa maison. Ce sont des consommateurs matérialistes qui privilégient la consommation ostentatoire, en équipant par exemple leur maison d'une grande piscine ou d'une belle véranda, et en roulant en Prius.

Une **logique économique** de préservation de son pouvoir d'achat. Certains propriétaires confrontés à une double incertitude, à la fois sur l'évolution du prix des énergies fossiles et sur le devenir de leur pouvoir d'achat. Ils cherchent à travers les énergies renouvelables à se mettre à l'abri des variations du prix de l'énergie et ainsi à se rassurer sur le plan budgétaire, à sécuriser leur avenir. C'est un « consommateur malin » qui se comporte de manière rationnelle face à la consommation, qui est toujours à la recherche du meilleur prix.

Quel que soit sa motivation, le consommateur se heurte toujours à un parcours du combattant rempli d'obstacles susceptibles de décourager la plupart des individus et limitant ainsi la diffusion des énergies renouvelables. Je ne détaillerais pas ici l'analyse des étapes du parcours et des freins associés à chaque type d'équipements. Je me contenterai d'évoquer quelques obstacles en les regroupant selon le type de contraintes qu'ils représentent, sociales, matérielles ou symboliques.

- contraintes liées au jeu des **interactions sociales** notamment quant le particulier au début de son parcours recherche des informations objectives et personnalisées sans trouver d'interlocuteur pour les lui fournir. Il doit donc s'en remettre à un chauffagiste local, à la fois juge et parti, en qui il peut avoir confiance, ce qui limite l'étendue des choix technologiques.

- **contraintes matérielles** liées à l'espace que suppose l'installation d'énergie renouvelables. Le propriétaire ne disposant pas toujours d'une surface de toiture bien orientée pour installer du solaire ou n'acceptant pas de sacrifier son potager et ses massifs pour installer des capteurs géothermiques.
- **contraintes symboliques** liée à l'idée que les énergies renouvelables ne sont pas fiables sur le long terme, que l'on peut interpréter comme une survivance des contre-références lors de la première vague d'installation dans les années 70. Ou encore l'idée que le chauffage au bois est un mode de chauffage passéiste incompatible avec le « confort moderne ».

Vers une redéfinition du rapport au confort ?

L'analyse des différentes logiques d'action qui conduisent les individus à choisir les énergies renouvelables semble indiquer une **redéfinition du rapport au confort** domestique et un élargissement de la fonction attribuée à l'énergie chez les personnes ayant fait ce choix. On passerait d'un « confort moderne » où la notion de confort physique est centrale à un « confort postmoderne » mettant en avant un bien-être plus immatériel.

On quitte la représentation du confort domestique associé à la société industrielle, celle des « 30 glorieuses » où prévalent les énergies traditionnelles (pétrole, nucléaire, gaz). Dans cette conception le **confort physique est prioritaire**, il est apporté par l'absence de nuisance comme le bruit où les odeurs, l'absence de contraintes pratiques c'est à dire une certaine facilité d'usage, et une température intérieure élevée.

On va vers une représentation du confort domestique associée à une société de services. Dans la conception du confort que j'ai appelé « postmoderne », le confort physique passe au second plan même si un minimum est requis. Ce qui importe c'est davantage c'est le **bien-être psychologique** apporté notamment par le choix énergétique. On l'a vu les énergies renouvelables apportent une sécurité financière pour certains et une satisfaction morale pour d'autres. Enfin l'autonomie relative permise par les énergies renouvelables est également un élément de bien-être, car elles autorisent la mise à distance de certains liens sociaux jugés insatisfaisant (commerciaux) tout en renforçant certains liens plus appréciés au sein de la famille et à un niveau local (vendeur de bois).

Au final on voit qu'à coté des facteurs technico-économiques comme la rentabilité et le rendement des systèmes, il faut prendre en compte les dimensions sociologiques s'il on veut comprendre le développement des énergies renouvelables dans l'habitat. En effet la position objective des acteurs et leur rationalité subjective est tout aussi importante car elle structure le marché en conditionnant la décision d'équipement.